

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9244>

Revue de presse juridique territoriale & associative

- Actualité - L'actu des revues juridiques -



Publication date: samedi 1er octobre 2022

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous
droits réservés

Association | Cimetières et funérailles |
Communication | Construction | Contentieux &
procédure | Contrats & marchés publics |
Education | Election & démocratie locale |
Environnement | Fiscalité & finances publiques
locales | Fonction publique territoriale |
Intercommunalité & organisation administrative
et territoriale | Pouvoir de police | Responsabilité |
Sécurité | Services publics | Urbanisme

Association

Associations culturelles : le juge valide les obligations renforcées, Brigitte MENGUY

Le Conseil constitutionnel a jugé conformes à la Constitution, avec deux réserves d'interprétation, plusieurs dispositions législatives relatives au régime des associations exerçant des activités culturelles

LA GAZETTE, 5 septembre 2022, p.51

La rémunération des cadres dirigeants d'associations, Bernard PRIGENT

LA GAZETTE, 4 septembre 2022, p.52

Réussir la mise à disposition gratuite de locaux aux associations, Sophie BANEL

LA GAZETTE, 4 septembre 2022, p.54

Subventions publiques : recours toujours..., Thierry GUILLOIS & Jérémy CHEVALIER

JURISASSOCIATIONS, 15 septembre 2022, p. 33

Comment établir une charte de confidentialité, **EMILIE GIANRE**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 7 septembre 2022

Découvrez le nouveau réseau national d'accompagnement des associations, **Marion BOINOT**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 22 septembre 2022

Rémunération d'un salarié d'association transféré vers une collectivité publique

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 22 septembre 2022

L'obligation faite aux associations requérantes d'avoir déposé leurs statuts au moins un an avant l'affichage de la demande du pétitionnaire est-elle conforme aux droits et libertés que la Constitution garantit ?

Cons. const., déc. n°2022-986 - QPC du 1er avril 2022

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.280

Précisions sur le calcul de la rémunération d'un salarié repris en régie dans le cadre d'un service public administratif,
Yves BROUSSOLLE

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 8 SEPTEMBRE 2022

Quand l'activité d'une association est reprise par une collectivité, les salariés sont automatiquement repris par cette dernière. Mais à quelles conditions de rémunération ? Et comment est calculé le régime de prime ? Le Conseil d'État vient de rappeler certaines règles.

Cimetières & funérailles

Cercueils en zinc : les maires peuvent désormais autoriser un changement de cercueil pour permettre la crémation,
Franck LEMARC

Plusieurs modifications importantes en matière de droit funéraire sont intervenues cet été, avec la parution d'un décret le 5 août dernier. Elles résultent de la loi dite 4D et doivent être connues des maires.

MAIRE INFO 5 septembre 2022

Communication

Les réseaux de communications électroniques et le très haut débit (50 questions), Anna VERAN, Ana NUYTTEN, Laurent BONNARD, Marianne HAUTON, Marion TERRAUX, Philippe GUELLIER

LE COURRIER DES MAIRES, 1er septembre 2022

Construction

Les limites de la capitalisation des intérêts, **Henri HEUGAS-DARRASPEN**

Cass. 1civ., 20 avril 2022, n°20-23.617

RDI, n°9, septembre 2022, p.458

Le risque de perte de l'ouvrage avant réception : l'indifférence des circonstances de la perte sur la mise en œuvre de l'article 1788 du code civil, **David NOGUERO**

Cass. 3civ., 25 mai 2022, n°21-18.098

RDI, n°9, septembre 2022, p.469

Contentieux & procédure

Chronique de contentieux administratif, Décisions de avril à juin 2022, Olivier LE BOT

Les décisions rendues au cours du deuxième trimestre 2022 dans le domaine du contentieux administratif ont apporté d'utiles éclairages sur diverses questions de procédure. Les principales concernent la recevabilité du recours et les pouvoirs du juge. On note également, avec le contentieux des visas et celui des rendez-vous en préfecture pour les étrangers, la confirmation d'une tendance croissante des justiciables à saisir le juge administratif de carences réelles ou supposées de la puissance publique à prendre les mesures que la législation impose.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 35, 5 Septembre 2022, 2241

Contrats & marchés publics

Exiger un mémoire en réclamation et des factures, Jérôme MICHON

LA GAZETTE, 5 septembre 2022, p.56

Limitier le nombre de lots auxquels un même opérateur peut prétendre : oui mais..., Romain LAURET

Le pouvoir adjudicateur doit veiller à ne pas porter une atteinte excessive à la liberté d'accès à la commande publique

LE MONITEUR, 2 septembre 2022, p.36

La maîtrise d'ouvrage déléguée, une responsabilité encadrée, Marie Pierre ALIX

Panorama des actions contentieuses auxquelles le MOD est exposé et des recours dont il dispose pour se protéger

LA GAZETTE, 9 septembre 2022, p.60

Six mois de jurisprudence, Cyril CROIX

Notre sélection des décisions les plus instructives rendues au cours du premier semestre 2022

LE MONITEUR, 16 septembre 2022, p.78

Etablir une convention liée à un contrat préexistant, Jérôme MICHON

LA GAZETTE, 12 septembre 2022, p.50

De la notion de seuil dans une délégation de passation des marchés, Eric LANZARONE

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, Août septembre 2022, p.70

Exclusions des candidatures : état des lieux...

Condamnations pénales
définitives et
exclusion de
plein droit - Les
exclusions

liées aux
difficultés
financières des
entreprises -
Exclusions de
plein droit
d'ordre social -
Exclusion pour
défaillance lors
de l'exécution
d'un précédent
marché : un
motif à manier
avec
précaution -
L'exclusion
pour non
établissement
d'un plan de
vigilance :
cynisme ou
balbutiement
d'une
législation
contraignante ?
- Exclusion
pour
manoeuvres
frauduleuses
ou pour

participation
préalable à la
procédure -
Concessions et
exclusion des
procédures de
passation pour
une situation
de conflit
d'intérêt -
Exclusions "de
plein droit" et
exclusions "à
l'appréciation
de l'acheteur" :
quelle marge
de manoeuvre
? - Exclusion
des
candidatures et
respect du
principe de
proportionnalité
- Quelles sont
les obligations
des acheteurs
au cours du
processus
d'exclusion des
candidatures ?

CONTRATS PUBLICS, septembre 2022, n°234

Opter pour des solutions légales hors imprévision, **Jérôme MICHON**

LA GAZETTE, 19 septembre 2022, p.60

La passation de marchés via les sociétés de coordination, **Sophie IMBAULT**

Le regroupement des organismes HLM invite à une mutualisation des achats. Avec un outil privilégié, la centrale d'achat

LE MONITEUR, 23 septembre 2022, p.82

Vers une transparence et une ouverture des données de la commande publique, **Vanessa PARDO-LEBON**

LA REVUE DES MARCHES PUBLICS, n°212, août septembre 2022, p.10

Retard dans les marchés de travaux à forfait, une mise en jeu encadrée de la responsabilité contractuelle du maître d'ouvrage, **Frédéric BOUDEAU**

LA REVUE DES MARCHES PUBLICS, n°212, août septembre 2022, p.13

L'essentiel du premier semestre 2022. Sélection des décisions pertinentes et des évolutions des textes applicables, **Nathalie JALABERT DOURY**

LE MONITEUR, 30 septembre 2022, p.74

Chronique de droit des contrats publics, **Julien MARTIN**, **Gilles PELLISSIER** et **Nicolas GABAYET**

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 37 du 19 septembre 2022, 2254

Education

Le maire et la vie scolaire, **Fabienne NEDEY**

Le rôle du maire est très varié et certaines missions lui incombant sont aussi méconnues que compliquées à assurer, tel le contrôle de l'obligation scolaire

MAIRES DE FRANCE, septembre 2022, p.58

Compétence du maire pour refuser la scolarisation d'enfants de moins de trois ans, **Frédéric DIEU**

CE, 1er juin 2022, n° 456625

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 37, 19 Septembre 2022, 2259

Election & démocratie locale

Des procurations de vote simplifiées, mais pas plébiscitées, Gabriel ZIGNANI

Le rôle du maire est très varié et certaines missions lui incombant sont aussi méconnues que compliquées à assurer, tel le contrôle de l'obligation scolaire

La Gazette des communes, 14 septembre 2022

L'expression des conseillers municipaux minoritaires à la lumière des dispositions de l'article L. 2121-27-1 du CGCT : quelle œuvre unificatrice de la part du Conseil d'État ?, Patrick Mozol

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 36, 12 Septembre 2022, 2250

La loi 3DS ou la promotion a minima de la démocratie participative locale : la réforme isolée du droit de pétition , Patrick MOZOL

Actualité Juridique des Collectivités Territoriales, septembre 2022, 447

Environnement

La « Liberté fondamentale » de « vivre dans un environnement respectueux de la santé » : un vieux principe qu'il faudra bien appliquer, Eric LANDOT

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 26 SEPTEMBRE 2022

Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé constitue une liberté fondamentale (CE, 20 septembre 2022, n°451129).

<https://t.co/xdrE6xE4AJ> pic.twitter.com/1fEhPY5ihm

â€” Observatoire Smacl (@ObsSmacl) [September 29, 2022](#)

>

Lutte contre les pollutions maritimes : quel rôle pour le maire ?, **Franck LEMARC**

Dans une longue instruction publiée le 23 septembre, le gouvernement livre la nouvelle doctrine de l'État en matière de réponse à une pollution accidentelle du milieu marin. Les communes littorales sont bien sûr concernées.

MAIRE INFO 28 septembre 2022

Fiscalité & finances publiques locales

Les collectivités devront "modérer" leurs dépenses, **Xavier BRIVET**

L'Etat prévoit qu'elles devront réduire leurs dépenses de fonctionnement "en volume" de 0.5% par an d'ici à 2027. Les élus locaux sont mécontents

MAIRES DE FRANCE, septembre 2022, p.12

La mise en œuvre de la réforme M57 et ses enjeux pour les collectivités, **Vincent DUSSART**

LES DOSSIERS COLLECTIVITES TERRITORIALES, n°64, septembre 2022, p.17

Les évolutions du potentiel fiscal et de l'effort fiscal et quelques dispositions financières annexes précisées par décret, **Michel KLOPFER**

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 36, 12 Septembre 2022, 2249

Taxe d'aménagement : un nouvel outil pour notifier à la DGFIP les taux et exonérations, **Franck LEMARC**

MAIRE INFO 29 septembre 2022

Fonction publique

1607 heures dans la fonction publique territoriale : retour sur la décision du Conseil constitutionnel, **Franck LEMARC**

À la
fin du
mois
de
juillet,
le
Conse
il
constit
utionn
el a
rendu
sa
décisi
on sur
la
questi
on
priorit
aire
de
constit
utionn
alité
posée
par
plusie
urs
comm
unes,
concer
nant
l'oblig
ation
pour
les
comm
unes
d'impo
ser les
1607
heure
s
annuel
les à
tous
les
agents
.
Verdic
t : la
mesur

e est
jugée
confor
me à
la
Consti
tution.
Mais
les
Sages
ont
tout
de
même
ouvert
une
porte
de
sortie.

blockquote class="spip_poesie">

MAIRE INFO 5 septembre 2022

Le compte-épargne temps dans la fonction publique territoriale en 10 questions, **Sophie SOYKURT**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 8 septembre 2022

Rappels et clarification sur les droits syndicaux, **Michaël VERNE**

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 23 SEPTEMBRE 2022

Agents publics : publication du décret relatif à la formation et à révolution professionnelle, **Guillaume PAILLER**

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 416

Fonction publique territoriale : alignement des droits des contractuels sur ceux des titulaires, **Guillaume PAILLER**

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 416

Agents territoriaux : dites désormais Code général de la fonction publique !, **Laurent DERBOULLES**

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 420

Le code général de la fonction publique : cinq questions à Jérôme Michel et Jean-Charles Savignac, **Jérôme MICHEL et Jean-Charles SAVIGNAC**

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 425

Élections professionnelles et négociation : l'après 8 décembre 2022, **Laura DERRIDJ**

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 428

Prévention du risque disciplinaire dans les collectivités territoriales , mode d'emploi , Aurélie AVELINE

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 433

Crise sanitaire et fonction publique territoriale : quels Impacts pour les employeurs publics ? , Johan THEURET

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 436

Le renforcement de la protection des lanceurs d'alerte dans l'administration - État du droit de l'alerte éthique après les lois du 21 mars 2022 , Samuel DYENS

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 440

Le référent laïcité dans la fonction publique territoriale depuis le décret n° 2021-1802 du 23 décembre 2021 , Juliette GATÉ

ACTUALITÉ JURIDIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, septembre 2022, 444

Pérennisation de la médiation préalable obligatoire, Bertrand NURET

LA GAZETTE, 5 septembre 2022, p.54

Loi 3DS : les communes peuvent recruter des médecins comme agents publics, Yannick BELLE

Proposer des contrats de droit public à des médecins est désormais possible

JOURNAL DES MAIRES, septembre 2022, p.26

Tout savoir sur la protection sociale complémentaire, Pascale BARON

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics seront prochainement tenus de participer au financement de dispositifs complémentaires de "frais de santé" et de prévoyance dite "lourde" au bénéfice de leurs agents

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, août septembre 2022, n°248, p.12

Maladies professionnelles, accidents de trajet : bonnes pratiques, Pauline ARMAND

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, août septembre 2022, n°248, p.31

Gérer les logements de fonction, Sophie BANEL

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, août septembre 2022, n°248, p.33

La protection sociale complémentaire devient une réalité, Caroline LETELLIER

LA GAZETTE, 26 septembre 2022, p.62

Connaître les règles de cumul d'activités, Julie PERRIER

LA GAZETTE, 26 septembre 2022, p.66

Réintégration d'un fonctionnaire territorial après une disponibilité : les obligations de la collectivité précisées, Hélène PAULIAT

LES DOSSIERS COLLECTIVITES TERRITORIALES, n°64, septembre 2022, p.24

Reclassement et respect de la vie privée et familiale des agents publics, Jeanne SAUVAGEOT

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 39 du 26 septembre 2022, 2270

Les emplois fonctionnels dans la fonction publique territoriale en 10 questions, Sophie SOYKURT

LA GAZETTE DES COMMUNES, 20 septembre 2022

Intercommunalité & organisation administrative et territoriale

Intercommunalité : des compétences à la carte, Nathalie QUIBLIER

La loi 3DS assouplit la répartition des compétences et leur transfert entre collectivités. Elle facilite notamment la délégation pour l'exercice de certains projets structurants et non plus seulement pour l'exercice d'une compétence en bloc

TECHNI.CITES, n°355, août septembre 2022, p.52

Intercommunalité de projet, 30 ans après la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

- Avant propos : contexte et problématique de la manifestation
- Les réformes territoriales à l'aune du droit de l'intercommunalité : l'irrésistible ascension de l'intercommunalité de projet depuis 1992
- De quoi la métropolisation est-elle le nom ?
- Quel avenir pour les communes après 30 ans d'intercommunalités de projet ?
- Le juge administratif et l'intercommunalité : l'histoire d'une "normalisation"
- La solidarité financière intercommunale
- L'intercommunalité et la mutualisation des personnels
- Intercommunalité, contractualisation et transformation écologique. Les CRTE en question
- Énergies, collectivités territoriales et intercommunalités, un rôle historique et une potentielle nouvelle implication dans les énergies renouvelables citoyennes

BJCL, n°7-8, juillet août 2022

Chronique de contentieux intercommunal : décisions de jurisprudence de l'année 2021, Solenne DAUCÉ et Simon MAUROUX

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 39 du 26 septembre 2022, 2260

Pouvoir de police

Incendies de forêt ; les maires sur tous les fronts, Michel JAMMES

Cet été, l'ampleur des feu de forêt a été sans précédent. Pour les maires des communes forestières, de telles catastrophes imposent de nouveaux moyens pour ériger une prévention efficace

JOURNAL DES MAIRES, septembre 2022, p.12

Inondations ; penser l'après, Marius BENEDETTI

Avec les perturbations climatiques, les inondations occasionnent des dégâts majeurs. Comment les communes meurtries réagissent-elles après de telles catastrophes ?

JOURNAL DES MAIRES, septembre 2022, p.18

Gérer les nouveaux véhicules encombrant l'espace public, Sophie BANEL

LES CAHIERS JURIDIQUES D ELA GAZETTE, août septembre 2022, p.29

Responsabilité

Les fonctionnaires territoriaux face au risque pénal : infographie,

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 1er SEPTEMBRE 2022

[Rapport annuel 2021 de l'Observatoire SMACL](#)

[Tous nos chiffres ici](#)

Sécurité

Le correspondant incendie et secours

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1126, septembre 2022, p.229

*Manifestations sportives : de la facturation des prestations de service d'ordre excédant les besoins normaux de sécurité, **Xavier PRETOT***

CE, 11 mai 2022, n° 449370

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 36, 12 Septembre 2022, 2253

*Gardes champêtres : l'expérimentation du port de caméras individuelles est lancée, **Aurélien WÄLTI***

Les gardes champêtres pourront être dotés de caméras qu'ils pourront utiliser « lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées ».

MAIRE INFO 19 septembre 2022

*Caméras-piétons des collectivités territoriales : mode d'emploi, **Fabrice MATTATIA***

CE, 11 mai 2022, n° 449370

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 38-39, 26 Septembre 2022, 2272

*Dans quels cas les maires doivent-ils nommer un conseiller municipal correspondant incendie et secours ?, **Lucile BONNIN***

Le décret relatif au droit de préemption pour la préservation des ressources en eau est enfin paru au Journal officiel, hier, après quatre ans d'élaboration. Très attendu par les communes et les intercommunalités, il permet d'instituer un droit de préemption des surfaces agricoles dans les aires de captage d'eau potable.

MAIRE INFO 6 septembre 2022

Correspondant incendie et secours dans les communes : des attributions qui ne sont pas neutres en termes de responsabilité

<https://t.co/mSY3xNa6qg> [pic.twitter.com/z04w5dsuea](https://t.co/mSY3xNa6qg)

â€" Observatoire Smacl (@ObsSmacl) [September 9, 2022](#)

>

Services publics

La communication des documents administratifs communaux, **G.D MARILLIA**

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1126, septembre 2022, p.222

Les réseaux sociaux peuvent relever des biens de retour, **G.D MARILLIA**

LA GAZETTE, 12 septembre 2022, p.54

Le numérique, unique accès aux services publics ?, **Yvon GOUTAL**

LA GAZETTE, 19 septembre 2022, p.56

Urbanisme

Urbanisme : chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions d'avril à juin 2022, **Roland VANDERMEEREN**

Le deuxième trimestre de l'année nous livre d'assez nombreuses décisions qui méritent de retenir l'attention, qu'elles soient fichées ou non au Recueil Lebon. Plusieurs confirmations jurisprudentielles ont l'utilité d'éclairer le sens de solutions antérieures et d'en vérifier l'intérêt actuel. S'y ajoutent quelques nouveautés : notamment, sur des dispositions introduites par la loi Elan en matière de protection du littoral (n° 6), la modification des documents du lotissement (n° 12), l'exercice des droits de préemption (n° 14 et 16), et comme d'habitude, les règles de procédure spécialement dédiées au contentieux de l'urbanisme (n° 20, 21 et 22).

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 36, 12 Septembre 2022, 2247

Exercice du droit de préemption urbain puis renonciation à ce droit : quid de la responsabilité sans faute de la commune ?, **Jean François STRUILLOU**

CE, 13 juin 2022, n°437160

RDI, n°9, septembre 2022, p.454

Taxe d'aménagement : ce qui change au 1er septembre 2022

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1126, septembre 2022, p.215

L'isolation thermique par l'extérieur d'un bâtiment

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1126, septembre 2022, p.237

La petite révolution des permis de construire modificatifs, **Léna JABRE**

Au coeur de l'été, le Conseil d'Etat a opéré un petit chagement de vocabulaire qui modifiera certainement le traitement des demandes de permis de construire par les services instructeurs

LA GAZETTE, 12 septembre 2022, p.47

L'inquiétant recul du trait de côte, **Véronique NEGRET**

Une récente ordonnance crée de nouvelles règles d'urbanisme pour faciliter la "relocalisation" de biens soumis à l'érosion côtière. Elle fait cependant débat, des élus redoutant des transferts de charge vers les communes littorales

JOURNAL DES MAIRES, septembre 2022, p.16

Inondations ; penser l'après, **Marius BENEDETTI**

Avec les perturbations climatiques, les inondations occasionnent des dégâts majeurs. Comment les communes meurtries réagissent-elles après de telles catastrophes ?

JOURNAL DES MAIRES, septembre 2022, p.18

*Droit de préemption dans les zones de captage d'eau potable : le décret est enfin paru, **Franck LEMARC***

Le décret relatif au droit de préemption pour la préservation des ressources en eau est enfin paru au Journal officiel après quatre ans d'élaboration. Très attendu par les communes et les intercommunalités, il permet d'instituer un droit de préemption des surfaces agricoles dans les aires de captage d'eau potable.

MAIRE INFO 13 septembre 2022

*Résidences services pour seniors : dis moi qui tu es et je te dirai quelles règles d'urbanisme sont applicables..., **Amélie DADON***

L'accroissement de la réalisation des résidences services pour les seniors amène à s'interroger sur les règles juridiques de l'aménagement urbanistique afin de favoriser ce "mieux vivre ensemble". La question de la conformité des résidences seniors avec les règles du PLU demeure aujourd'hui délicate et encore sujette à interprétation

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, août septembre 2022, p.74

*Ce que la réforme de la fiscalité change pour les porteurs de projets, **Stéphane ROUX***

Taxes d'aménagement et d'archéologie préventive sont au coeur du nouveau régime applicable

LE MONITEUR, 23 septembre 2022, p.86

*Loi 3DS : les mesures relatives à l'urbanisme, **TADJDINE BAKARI BAROINI***

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, août septembre 2022, p.17

Les activités économiques en zone rurale freinées en plein élan, Léna JABRE

Dans un arrêt du 22 juillet, la cour administrative d'appel de Nantes a posé un frein certain au maintien et au développement des activités économiques en zone rurale, pourtant facilités par la loi "Elan"

LA GAZETTE, 26 septembre 2022, p.59

Retrait du trait de côte : les nouvelles obligations, Olivier BONNEAU

LA GAZETTE, 26 septembre 2022, p.64

Comment les secteurs déjà urbanisés d'une commune littorale, pouvant faire l'objet d'une densification, se distinguent-ils des espaces d'urbanisation diffuse ?, Laurent DOMINGO

CE, 22 avril 2022, n°450229

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.255

Un plan local d'urbanisme peut-il fixer des prescriptions, visant à protéger le paysage, qui rendent inconstructibles des terrain situés en zone U ?, Vincent VILLETTE

CE, 14 juin 2021, n°439453

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.261

La confirmation d'une demande de permis de construire, après annulation d'une refus opposé par l'administration, bénéficie-t-elle de l'effet cristallisateur du certificat d'urbanisme, Stéphane HOYNCK

CE, 24 novembre 2021, n°437375

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.269

Quel est le contrôle du juge sur le refus de mettre en oeuvre des exceptions posées aux règles d'urbanisme, Marie

Sirinelli

CE, 12 mai 2022, n°453502

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.274

Les titulaires d'une autorisation d'urbanisme sont-ils tous redevables de l'intégralité de la taxe d'aménagement en cas de division du terrain avant la demande ?, **Laurent DOMINGO**

CE, 17 février 2022, n°453610

BJDU, n°4/22 Juillet août 2022, p.280

Tout, ou presque, peut désormais être modifié par un permis modificatif, **Francis POLIZZI**

CE, 26 juill. 2022, n° 437765

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 38-39, 26
Septembre 2022, 2273

Les décrets ZAN mettent le feu à la plaine, **Stéphane MENU**

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, 28 SEPTEMBRE 2022